



EDITO

La CGT vient de tenir son 52^{ème} Congrès à Dijon. Les nombreuses discussions, parfois tendues, débats et amendements ont permis d'enrichir le document d'orientation qui constitue désormais la feuille de route de toute la CGT.

Pour tenir l'engagement fort des syndicats et de leurs délégué.es à amplifier et généraliser les mobilisations, et préparer ainsi une rentrée offensive sur 3 sujets essentiels que sont les retraites, les salaires et les services publics, la CGT a lancé une grande consultation de ses syndiqué.es « L'action avec la CGT, vous la voulez comment ? » à faire remplir d'ici le 30 septembre prochain.

C'est dans ce sens que nous nous engageons également dans la campagne de soutien à la proposition de loi visant à « Affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris » ; par Référendum d'Initiative Partagée (RIP) sur l'avenir d'ADP. L'enjeu de ce référendum réside aussi et surtout dans une exigence de plus de démocratie, dans la capacité des citoyennes et citoyens à décider du devenir des biens et richesses de la nation, ce qui n'a pas été le cas, par exemple, lors des privatisations des autoroutes... (vous pouvez voter par internet, le lien est sur notre site).

Malgré ou grâce à ces devoirs de vacances, nous vous souhaitons de passer un bel été et de profiter pleinement du droit à congés payés, droit durement conquis par nos aîné.es.

Frédérique LANDAS,
Secrétaire régionale



LE LIEN PICARD N° 35

Jun
2019

Journal trimestriel
du Comité Régional CGT Picardie
ISSN 2112-3802
PRIX : 0,50 €
N° CPPAP : 0721 S 08349

Directrice de la publication :
Frédérique LANDAS
Imprimé par Polyservices - Beauvais

CESER

PAGE 2

52^{ème} CONGRÈS

PAGE 3

**QUALITÉ DE VIE
SYNDICALE ET
FORMATIONS**

PAGE 4

**LE SUCRE :
ENJEU NATIONAL
ET LOCAL**

PAGE 5

FOCUS ÉCO

PAGE 6

**RÉSULTATS
ÉLECTIONS CSE**

PAGE 7

**ACTIVITÉS
SOCIALES ET
CULTURELLES**

PAGE 8

Pour nous joindre : **Comité régional CGT Picardie** - 39, rue Chabannes - 80000 AMIENS

Téléphone : 03 22 33 35 00 - E-mail : picardie@cgt.fr - <http://crpicardie.reference-syndicale.fr/> Comité régional CGT Picardie

Mobilités sociales : la lutte des classes est une réalité !

Mesurer la variation dans la position sociale d'un individu par rapport à son ascendance (parents, grands-parents) dans la hiérarchie des revenus ou de l'éducation, c'est mesurer les rapports entre classes sociales.

Dans tous les pays dits « développés », l'origine sociale a un impact significatif sur les revenus et le niveau d'éducation des individus. Plusieurs études démontrent que la mobilité intergénérationnelle a baissé significativement ces dernières années, que l'origine sociale a un poids négatif croissant.

Les membres du CESER ont pu le constater lors de l'audition d'universitaires le 14 mai dernier.

L'impact de l'origine sociale diffère fortement selon les pays. Il est établi que les pays les plus inégalitaires pour les revenus et l'éducation sont dans l'ordre le Royaume-Uni, les Etats-Unis ... et la France !

En matière d'éducation, l'indicateur « PISA¹ » révèle que le milieu socio-économique explique 20 % de la réussite en France, contre 13 % pour la moyenne des pays de l'OCDE (la France est 33^{ème} sur 36 !).

Si en France le coût des études n'est en principe pas parmi les plus élevés grâce à « l'Etat providence » hérité du CNR², les classes aisées ont un fort recours aux dépenses de soutien scolaire.

Seule grande explication plausible, les politiques désastreuses mises en œuvre et caractérisées notamment par :

- ❖ la faiblesse des dépenses d'éducation primaire (18,4% du PIB contre 22,4% en moyenne pour les pays de l'OCDE),
- ❖ un système d'éducation supérieure très élitiste (fondé sur les « Grandes écoles », chasses gardées des 4% des enfants des classes supérieures aux plus hauts revenus),
- ❖ une formation professionnelle orientée vers l'employabilité immédiate, et sans véritable reconnaissance des qualifications acquises par les travailleur.e.s, accentuée par la réforme en cours.

Tout particulièrement en France, la prime au milieu socio-économique familial par rapport aux aptitudes personnelles est déterminante et s'accroît. Les fortes différences de qualification au niveau des parents amplifient l'impact socio-culturel familial au détriment des aptitudes des enfants. En outre, ces inégalités sociales sont entretenues par la puissance publique : son financement moyen par étudiant est double pour les « Grandes écoles » (souvent privées) par rapport aux uni-

versités publiques.

Ainsi les enfants de personnes sans diplômes ont une probabilité de 31,10% d'être sans diplômes, alors que

les enfants de diplômés du supérieur ont 40,21% de chances d'obtenir un diplôme du supérieur de troisième cycle.



De même les enfants d'ouvriers n'ont en réalité que 7,82% de chances de devenir cadre, 14,16% pour ceux d'employés, alors que les enfants de cadres en ont 46,95% (source : enquête Formations, Qualifications Professionnelles de l'INSEE).

“ Les enfants d'ouvriers n'ont en réalité que 7,82% de chances de devenir cadre ”

Lorsque la position sociale des enfants est essentiellement liée à celle des parents, la place des individus dans la société est prédéterminée et dépend du niveau d'éducation, de revenu et de richesse de la famille dont ils sont issus. Une société dans laquelle les statuts sociaux sont prédéterminés, rigides et quasi-définitifs, c'est une société de l'immobilité sociale. Les derniers dispositifs gouvernementaux mis en place, tels que « Parcours Sup », aggravent significativement cette situation.

“ C'est une société de l'immobilité sociale. ”

Les statuts sociaux sont de fait « assignés » par les classes dirigeantes : c'est l'une des facettes déterminantes de la lutte des classes !

En région Hauts-de-France, les inégalités sociales, et donc les inégalités en matière de mobilité sociale ascendante,

sont encore plus fortes que pour le reste du pays :

- part des peu ou pas diplômés dans la population non scolarisée de plus de 15 ans : +5,2%.
- Part des diplômés de l'enseignement supérieur dans la population non scolarisée de plus de 15 ans : -5%.
- Taux de diplômés : -4,8%.
- Taux régional de mobilité sociale ascendante inférieur de 5%.
- Taux de mobilité sociale descendante supérieur de 1,5% (le « déclassement social »).
- Espérance de vie : -1 ans et 9 mois pour les femmes, - 2 ans et 5 mois pour les hommes.
- Richesses créées par habitant : au dernier rang des régions.
- Taux de chômage régional supérieur à la moyenne nationale.
- Deuxième région la plus pauvre de France.
- Etc.

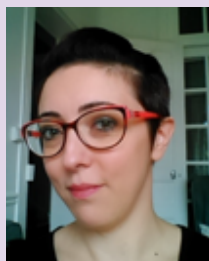
¹PISA : Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) est une évaluation créée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour ses 36 pays membres.

²CNR : Le Conseil national de la Résistance (CNR) est l'organisme qui a dirigé et coordonné les différents mouvements de la Résistance intérieure pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce conseil était composé de représentants de la presse, des syndicats (CGT) et des partis politiques hostiles au gouvernement de Vichy. Son programme, adopté en mars 1944, prévoyait un « plan d'action immédiat » (des actions de résistance), mais aussi des « mesures à appliquer dès la libération du territoire » (réformes sociales et économiques).

Les 1000 délégués réunis pendant une semaine en congrès ont lancé un appel (voir notre site) et se sont engagés avec leur syndicat à amplifier et généraliser les mobilisations par la grève et les manifestations dans l'unité et la convergence la plus large pour obtenir le retrait des projets de régression sociale et gagner de nouvelles conquêtes sociales.

Parmi eux, dans la délégation picarde, Adeline et Stéphane nous livrent leurs impressions...

... Interview de 2 mandatés picards



Adeline Cheutin-Lemaitre,
de l'UL CGT de Laon, syndiquée à la CGT du Conseil départemental de l'Aisne et membre du bureau. Adeline est bibliothécaire à la bibliothèque départementale de l'Aisne

Est-ce ton premier congrès confédéral ?

En janvier, mon secrétaire de section a reçu un appel : ils recherchaient une femme pour représenter les services publics dans l'Aisne. J'ai dit oui tout de suite. Je fait donc partie des 80% de primo-congressistes !

Je suis arrivée à Dijon sans formation, sans savoir quel était mon rôle. En effet, entre le moment où je me suis portée volontaire et la CE de l'UD de l'Aisne la semaine avant le congrès, personne ne m'a expliqué ce que je devais faire. Malgré cette absence de préparation, je me suis pleinement investie dans l'écoute et l'analyse des débats. Le secrétaire de l'UD, José Gaspar, a répondu, tout au long du congrès, à mes questions, m'expliquant ce qui pouvait m'échapper.

Quelle ambiance au sein du congrès ?

La première impression qui m'est venue est celle de la

convivialité. Je ne connaissais aucun autre délégué de la Fédération des Services Publics mais tout de suite, nous avons discuté et rigolé. Et ça dès l'attente pour récupérer nos badges !

Malgré l'intensité des débats, les tensions qui pouvaient se faire sentir et la fatigue, j'ai ressenti une franche camaraderie entre les délégués. Nous étions tous là pour la même chose : faire vivre la CGT, notre CGT !

Quels échanges ont, pour toi, marqué ce congrès ?

En premier lieu, celui sur l'adhésion à la FSM. Les échanges allaient au-delà de la question syndicale mais portaient aussi, d'une certaine façon, sur des questions politiques et philosophiques.

Les interventions de la délégation des travailleurs privés d'emploi et des précaires m'ont souvent émue, remuée. Et que dire de l'intervention de la déléguée des Scopti ? Elle m'a prise aux tripes.

Précisions complémentaires :

Pouvoir, pendant cinq jours, sortir du quotidien de sa section et réfléchir à l'avenir de notre syndicat fait énormément de bien. Je suis repartie de Dijon reboostée à bloc ! C'était mon premier congrès et j'espère bien le premier d'une longue série !



Stéphane Bresson,
Secrétaire Général du syndicat CGT Stelia Aerospace Méaulte, membre de la CE de l'UD CGT Somme, élu CHSCT.

Est-ce ton premier congrès confédéral ? Si non, en quoi celui-ci est-il différent du précédent ?

Non c'est la seconde fois, il est différent dans le sens où le contexte social est fortement perturbé avec le mouvement des Gilets Jaunes. Dans cette situation, la CGT doit faire face à ce qui paraît comme inattendu, mais qui ne l'est pas tant que ça, vu la situation économique et sociale du pays accompagné des mesures d'austérité que subissent les citoyens.

Ce congrès a pour moi permis de remettre en place le rôle de la CGT dans la société et de bousculer les pra-

tiques syndicales en remettant nos priorités pour le déploiement de notre organisation comme syndicat de masse, au plus près du monde du travail, de ses réalités et des salariés.

Quelle ambiance au sein du congrès ?

Une ambiance relativement bonne, mais quelque fois tendue, dans un esprit de construction et une envie de dépasser les difficultés. Toutefois un regret sur le comportement de quelques camarades lors de l'intervention du responsable de la CSI, ainsi que les sifflets lors d'intervention de camarades.

Quels échanges ont, pour toi, marqué ce congrès ?

Je pense qu'il n'y a pas d'échange plus qu'un autre qui se démarque. Il y a eu une grande qualité de débat sur tous les thèmes, même si je porte un intérêt particulier sur les questions internationales ainsi que les témoignages des camarades syndicalistes internationaux.

Stage « RPS – Burn-out emmenant vers le handicap »



13 stagiaires émanent des 3 UD de Picardie ont participé au stage les 20 et 21 mai dernier à Hirson. Cette formation permet d'expliquer ce que sont les Risques Psycho Sociaux et le burn-out qui peuvent emmener vers le handicap et donne des clés pour agir, afin d'éviter le handicap ou de maintenir la.e salarié.e dans l'emploi si le handicap est là. La 1^{ère} journée aborde les RPS : définition, enjeux, travail et RPS. La 2^{ème} journée aborde le burn-out : définition et quantification, comment agir ? Cette seconde journée évoluera pour les prochains stages puisque l'Organisation Mondiale de la Santé vient de reconnaître le burn-out comme maladie résultant du stress professionnel, lors de sa 72^{ème} assemblée mondiale le 25 mai dernier. Cela entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2022.

Les stagiaires ont pu partager un barbecue fraternel, le lundi soir, et ceux le souhaitant ont été hébergés en gîtes. Merci aux camarades de l'UL de Hirson pour les précieux renseignements fournis et leur accueil.

De nouvelles sessions seront proposées par le Comité Régional, dans une autre ville.

La CGT Oise élit une nouvelle équipe

Le Comité Général de l'UD de l'Oise s'est réuni le 4 juin dernier. Il a renforcé la Commission Exécutive par l'élection de 4 nouveaux membres.

La CE réunit le jour même a élu Marie Christine NICLOUX secrétaire générale et a décidé de convoqué une nouvelle réunion le 11 juin avec à l'ordre du jour la mise en place du secrétariat, qui se compose :

D'une secrétaire à la politique financière: Pascale PONCHET et d'une adjointe : Armandina DE SOUSA ; d'un secrétaire à la qualité de vie syndicale Ludovic MOURAULT et d'une adjointe Céline PIGETTE, qui est également secrétaire à la formation syndicale avec comme adjoint Julien CARON. Le secrétaire à la politique revendicative est José BILADEIRA et Marie France SIMON adjointe.

Il n'y a pas de secrétaire à la communication mais plusieurs camarades se sont proposé pour travailler sur ce pôle : Christophe GAMBIN et Jean Luc MATZ.

La commission exécutive souhaite travailler avec l'ensemble des UL du département et des syndicats. Un plan de travail sera proposé lors de ses prochaines réunions. L'AG de rentrée de l'UD se tiendra le 29 août.



La nouvelle offre de formation syndicale du parcours : « Outiller pour être acteur toute sa vie »

Les formateurs ont pu constater que 2 nouveaux stages sont mis à leur disposition. Ces 2 stages sont à faire dans les syndicats, ou à défaut, dans les UL.

... Le stage « Découvrir la CGT » est un outil de syndicalisation. Proposer sur une durée de 2 heures, il doit se faire au plus près des salariés, il s'adresse aux non syndiqués. Une version à distance de 30 minutes doit être bientôt disponible sur le site www.lacgt.fr

... Le stage « s'impliquer dans la CGT » est proposé sur une journée. Il s'adresse à tous.les syndiqué.e.s pour aborder avec elles et eux, l'organisation de la société et quelques conséquences du système capitaliste mondialisé, l'importance de l'action syndicale pour conquérir des droits et leur place dans la CGT.

Cette formation amène le syndicat à réfléchir à sa vie syndicale puisqu'il invite les nouveaux.elles syndiqué.e.s à « s'impliquer » dans la CGT. Il faut que nos directions syndicales mesurent cet enjeu.

Ces stages sont une occasion supplémentaire d'inviter les responsables des syndicats à suivre la formation de formateur.rice.s. Elle permet d'être à l'aise avec l'aspect pédagogique de ces modules.

Cela permettra aussi de renforcer notre potentiel de formateurs pour toutes les organisations de la CGT, d'ailleurs le Comité Régional organisera un stage de formation de formateur après l'été.

Plan Régional de Formation Syndicale

Il reste 5 stages à programmer :

- Formateurs (5 jours)
- Ingénieurs Cadres Techniciens Agents de Maîtrise (ICTAM) dans la CGT (2 jours)
- Outils du trésorier (2 jours)
- Administrateurs des caisses de sécurité sociale (3 jours)
- Risques psychosociaux, santé mentale au travail, comprendre, prévenir, agir (3 jours).

Comme la Picardie est vaste, il serait dommage que ce soit toujours les camarades éloignés d'Amiens qui se déplacent, nous invitons les UL à faire remonter des propositions pour accueillir ces stages sur picardie@cgt.fr, le Comité Régional prenant tout en charge.

Prochaine formation "Ecole du spectateur picard" voir informations page 8



Mise en danger de la filière sucrière, la CGT dit: stop !

Venus de toute la France à l'appel de la Fédération Nationale Agroalimentaire et Forestière (FNAF) CGT, plus de 500 salariés de différents sites industriels de la filière sucrière se sont mobilisés le 4 juin à proximité du ministère de l'Agriculture à Paris pour défendre l'emploi et l'indépendance alimentaire. « Cette restructuration d'ampleur menace plusieurs centaines d'emplois directs et indirects, plongeant les salariés et leurs familles dans la précarité et la misère », a expliqué Jocelyne Hacquemand, secrétaire fédérale de la FNAF.

Toute la filière sucre, en France, est gravement menacée. Tel est le constat de la FNAF CGT. Le groupe Südzucker a en effet annoncé la fermeture des sucreries Saint-Louis Sucre d'Eppeville dans la Somme, de Cagny dans le Calvados, et du conditionnement de Marseille dans les Bouches-du-Rhône. De son côté, le groupe Cristal Union projette la fermeture des sucreries de Toury, en Eure-et-Loir, Bourdon dans le Puy-de-Dôme, et le transfert de 50 % du conditionnement de la sucrerie d'Erstein dans le Bas-Rhin.

Produit essentiel du secteur agroalimentaire, le sucre est un ingrédient majeur pour la fabrication et la transformation de nombreux produits alimentaires. Südzucker et Cristal Union utilisent la crise de la filière sucrière, survenue depuis la fin des quotas européens et des prix garantis en octobre 2017, pour justifier leurs plans de restructuration. Toutefois, selon les syndicalistes CGT, non seulement ces groupes sont eux-mêmes responsables de la surproduction mais, avec la fin des quotas, ils « changent de stratégie » après avoir profité au maximum du règlement sucrier européen qui leur garantissait un prix fixe et élevé du sucre.

C'est pourquoi, outre un moratoire sur les fermetures d'usines, la revalorisation des salaires, la réduction du temps de travail, la création d'emplois en CDI, la FNAF CGT exige la mise sous tutelle publique de l'industrie sucrière afin de maîtriser et développer la production de sucre de betterave et de canne.

D'autant que les plans de restructuration de la filière sucrière ne menacent pas que l'emploi. Dans leurs interventions, les militants CGT ont ainsi pointé du doigt la remise en cause de l'indépendance et de la souveraineté alimentaires de la France et le risque de difficultés nouvelles d'approvisionnement en sucre de qualité des industries nationales.

En Picardie :

En contact permanent avec les syndicats de la profession, la fédération a déjà pris des initiatives, notamment suite à une réunion des syndicats de la filière. Une manifestation le 20 mars à Eppeville (80) a rassemblé plus d'un millier de salariés du sucre et des industries alimentaires venant de toute la France, en coopération avec l'Union Départementale de la Somme et l'Union Locale de Ham.

Début juin, à Eppeville, une grève a mobilisé l'intersyndicale et les salariés appelant à ce que les propositions concernant les mesures d'accompagnement soient enfin acceptées par la direction, et que les salariés ne soient pas « les sacrifiés du plan de sauvegarde de l'emploi. ». Entre temps, une tentative de rachat du site a été faite par les planteurs, mais elle a été refusée par le groupe allemand. Mi-juin, l'intersyndicale (CGT, FO, CFE-CGC) après de longues négociations avec le groupe Südzucker, obtient l'octroi d'une prime au prorata du kilométrage supplémentaire entre le domicile et Roye. En effet, 76 salariés devraient être transférés sur le site de Roye à 25 km de là, le reste des personnes restant à Eppeville pour y exercer d'autres fonctions dans le cadre d'une activité de stockage.





Le logement social au ralenti

Début janvier 2018, on comptait 147.838 logements sociaux en Picardie, rassemblant 2,9% du parc français. Leur nombre a augmenté de 1,2% en 2017, soit un rythme inférieur à la moyenne nationale (+2,6%).

Cela annonçait déjà le ralentissement observé dans la construction en 2018 dans la région. Rapporté à la population, cela représente 763 logements sociaux pour 10.000 habitants, soit un peu plus que le niveau national (745).

Leur présence est un peu plus marquée dans l'Oise (798) et dans l'Aisne (767) que dans la Somme (709). Ce taux est plus faible que celui des Hauts-de-France (956) qui, il est vrai, est la région de province où il est le plus élevé.

L'une des caractéristiques du logement social en Picardie est la part plus importante de logements individuels. Elle est de 25 et 26 % dans l'Aisne et la Somme, de seulement 17% dans l'Oise, un taux encore supérieur à la moyenne nationale (16%).



L'effet positif des Gilets jaunes

La croissance française « va tirer son épingle du jeu » selon la dernière note de conjoncture de l'Insee grâce aux Gilets jaunes !

En effet, elle devrait atteindre 1,3% en 2019 contre 0,7% en Allemagne. La raison en est les 10 milliards d'euros obtenus en décembre par les actions des Gilets jaunes, à travers la hausse de la prime d'activité, « le chèque énergie », la « prime Macron », le recul temporaire de la hausse de la CSG pour les retraités.

Bref, tout ce que le gouvernement et les médias ont dit sur l'impact négatif du conflit est faux.

Pourtant, la CCI des Hauts-de-France poursuit sa propa-

gande en annonçant 17% de chiffre d'affaire en moins dans le commerce. Simplement par idéologie, car elle ne veut pas que les Français découvrent que la relance de l'économie par la consommation, ça marche ! Tout comme la grève des cheminots n'a pas empêché une fréquentation touristique record en France !



L'intégralité de la lettre d'information INSEE CGT Picardie, à retrouver sur le site.

nvo web & magazine **la cgt**
l'actualité sociale et juridique dans toutes ses dimensions



5€/mois
l'abonnement 60€/an



allez vite pour tout savoir... **nvo.fr** le rendez-vous du web

... prenez le temps pour tout comprendre **nvo** un mensuel de 52 pages

<https://www.facebook.com/nouvellevieouvriere>
@reseau_nvo

Bulletin d'abonnement

Société (si nécessaire à l'expédition) _____
Fédération _____
Nom _____
Prénom _____
N° Rue _____
Code Postal _____ Ville _____
Tél. _____ Année de naissance _____
Mail _____

Je m'abonne à

- NVO BIMÉDIA 60€/an
 RPDS BIMÉDIA 108€/an
 NVO+ 144€/an

Payable

- Par chèque à l'ordre de la Vie Ouvrière
N° chèque _____ Banque _____
 Par prélèvement automatique en
 2 fois, prélèvement semestriel 12 fois, prélèvement mensuel

Merci de remplir l'autorisation ci-contre
Datez et signez l'autorisation de prélèvement, et merci de joindre votre RIB
Je souhaite recevoir une facture Oui Non

Offre valable jusqu'au 31/12/2015. Au-delà, nous consulter.

À renvoyer à : Service abonnements Nouvelle Vie Ouvrière/NVO, case 600, 263 rue de Paris, 93516 Montreuil Cedex
Tél. : 01 49 88 68 50 – Fax : 01 49 88 68 66

Autorisation de prélèvement

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez la Nouvelle SA la Vie Ouvrière à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de la Nouvelle SA la Vie Ouvrière

Titulaire du compte

Nom _____
Prénom _____
N° Rue _____
Code Postal _____ Ville _____
IBAN _____
BIC _____

Créancier

La Vie Ouvrière 263, rue de Paris, case 600
93516 Montreuil Cedex - Identifiant SEPA : FR87ZZZ632727

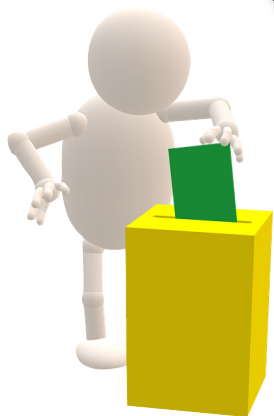
Fait le : _____ Signature _____

Établissement teneur du compte

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard dans les treize mois en cas de prélèvement non autorisé.

Résultats élections CSE



Dans la SOMME

CPAM 8 sièges sur 13 pour la CGT soit 61%. On passe de 49.6% à 61% !

Adapei 80 la CGT obtient un score de 44,79%.

Bonduelle la CGT fait 50,15%.

Valeo Amiens : 54% sur le premier collège, et 38,5% sur les 3 collèges

ASMIS (médecine du travail de la Somme): 45%

SFG Albea victoire écrasante avec 83,7% pour la CGT !

Dans les PME aussi : Arrasoc, 16 salariés une seule liste CGT qui fait 13 voix !

Dans l'OISE

Élections CSE chez kuehne Nagel dans le collège 1 en suppléant la CGT obtient 3 sièges sur 7.

Élections CSE chez Profilafroid à Bailleul sur Thérain (60930), la CGT obtient tous les sièges, collège 1 : 4 titulaires, 4 suppléants, collège 2 : 2 titulaires, 2 suppléants.

Dans l' AISNE

Elections CSE chez Zendher (ex Acova), à Vaux Andigny 02110

La CGT obtient 5 sièges titulaires sur 7 dans le 1^{er} collège, et 1 siège suppléant dans le 2^{ème} collège.

CSP Paris Fashion Group (ex Le Bourget) à Fresnoy Le Grand (02), aux élections du 13 mai, la CGT obtient 4 élus sur 4 dans le 1^{er} collège et 1 élu sur 2 dans le 2^{ème} collège.

Chez Eberspächer, à Saint Michel 02830, aux élections CSE du 24 mai, la CGT obtient 8 sièges sur 8 dans le 1^{er} collège, et 1 siège sur 1 dans le 2^{ème} collège.

Les élections CSE viennent d'avoir lieu dans l'entreprise Le Creuset à Fresnoy le Grand (02), la CGT obtient tous les sièges du 1^{er} collège.

Ce résultat est à mettre en lien avec les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) 2019

qui ont permis d'obtenir : ✓ Prime MACRON : 500 euros payables le 31 mars

✓ Augmentation d'1,8% pour l'ensemble du personnel

✓ Augmentation de 2% pour les bas salaires.

William Saurin production, Pouilly-sur-Serre, aux NAO 2019 les salariés ont obtenu :

✓ Prime vacances : 1450€ brut

✓ Prime exceptionnelle : enveloppe de 0.1% de la masse salariale des ouvriers, employés et agent de maîtrise à répartir sous forme de primes exceptionnelles

✓ Enfant malade : 1 jour par an pour enfant de moins de 12 ans

✓ Budget CSE : Budget ASC (Activités Sociales et Culturelles) supplémentaire de 0.1% de la masse salariale de William Saurin Production inscrit au 31 décembre 2019 qui sera versé sur janvier 2020

✓ Polyvalence : Engagement de la direction pour une étude en 2019 de reconnaissance de polyvalence ou poly-compétence

✓ Prime de pouvoir d'achat : 200€ à tous les salariés.

7

Manifestation européenne

Le 26 avril, à Bruxelles, a eu lieu une manifestation européenne à l'initiative de la CGT et des syndicats progressistes. Environ 8000 syndicalistes dont une forte présence CGT se sont mobilisés pour dire : stop au dumping social, à l'exploitation et exiger une politique industrielle créatrice d'emplois et de justice sociale. Pour notre région: 35 camarades de l'UD 02 et 18 camarades de l'UD 80.



Activités sociales et culturelles

Livres

Pedro Ross Leal a été pendant dix-sept ans secrétaire général de la CTC, la Centrale des Travailleurs de Cuba. Il vécut au plus près la « période spéciale » instituée dans la Grande île après la dissolution de l'URSS et le renforcement du blocus nord-américain. Période pendant laquelle furent également, à l'initiative des syndicalistes, mis sur pieds des parlements ouvriers dans les entreprises.

Par delà cette expérience, Pedro Ross Réal revient aussi sur l'histoire de Cuba et des luttes d'un peuple qui place l'indépendance au dessus de tout. Pedro Ross a participé dans sa jeunesse à la lutte clandestine contre la dictature de Batista. Il fut également l'un des fondateurs du parti communiste de Cuba et un combattant internationaliste en Angola.

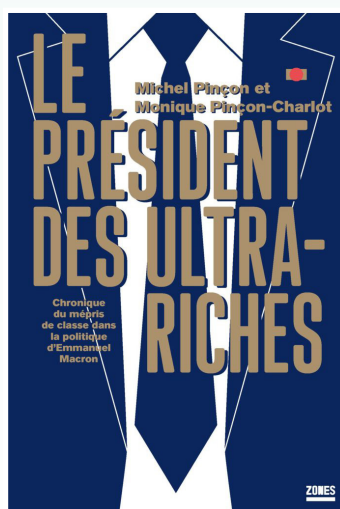
Cuba en révolution, récits d'un syndicaliste, Pedro Ross Leal, éd. helvétius 22€



Huit ans après Le Président des riches, les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot poursuivent leur travail d'enquête sur les dérives oligarchiques du pouvoir en France.

Avec Le Président des ultras-riches, ils nous livrent un regard sur ce monde qui n'a que faire de l'intérêt général et qui s'est accaparé le pouvoir pour mieux servir ses intérêts. Ce livre parfaitement documenté fait la chronique édifiante d'une guerre de classe menée depuis le cœur de ce qui s'apparente de plus en plus à une monarchie présidentielle.

Le Président des ultras-riches, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, 2019, éditions Zones, 14 €



Expo

Il y a 80 ans, l'exode des réfugiés espagnols

Février 1939 : près de 500 000 réfugiés espagnols se massent à la frontière française, après des heures de marche dans la neige d'un hiver particulièrement rigoureux. Le Général Franco vient d'accéder au pouvoir en Espagne, la République est déchue. Cet exode porte le nom de Retirada, la « retraite ».

L'IHS-CGT de l'Aisne participera à cette commémoration en proposant une exposition sur les Brigades Internationales visible en juillet au Musée de la Résistance et de la Déportation de Picardie à Tergnier.

Mais aussi en organisant une « collecte mémorielle » auprès des familles axonaises de réfugiés espagnols. L'idée serait d'inviter les membres de ces familles à venir déposer leurs souvenirs (correspondances, carnets, dessins, photos, objets, témoignages...) au Musée de la Résistance et de la Déportation de Picardie à Tergnier.



Thés 1336

Nouvelle présentation au comité !
Grand choix de thés et infusions 1336.
N'hésitez pas à les recommander autour de vous !

Plan Régional de Formation Syndicale (suite de la page 4) "Ecole du spectateur picard"

Objectif : construire un projet culturel et social dans une entreprise à partir des valeurs, de la démarche et des repères revendicatifs CGT ...

Stage à Amiens en deux parties :
1^{er} module du 07 au 09 octobre 2019
2^{ème} module du 22 au 24 janvier 2020

Renseignements et inscriptions auprès du Comité régional

11^e édition du festival

Week-end à la campagne

ENTRÉE LIBRE

CONCERTS • RANDONNÉE • STAGE TORCHIS • EXPO • CONFÉRENCE



Vendredi 5 / Samedi 6 / Dimanche 7 • JUILLET 2019

SAINT-ARNOULT (Canton de Formerie) / HALLOY

Renseignements : Tél. : 06 74 24 94 04 et www.walc.fr

